Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/L-insoutenable-cout-du-Capital-sur

La crise :

L'insoutenable coût du Capital sur le Travail, l'économie et la société

- Idées -

Date de mise en ligne : lundi 8 juin 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Un texte diffusé fin Mai par l'association Rouge Vif et qui rassemble beaucoup d'idées nécessaires au débat pour la reconstruction d'un point de vue communiste.

Le Capital a cru à la « fin de l'Histoire »...

Grèves, manifestations, affrontements se multiplient depuis le début de l'année. Cette mobilisation populaire est confirmée par des analyses économiques et sociales qui émergent au grand jour et légitiment les aspirations d'un camp : celui du Travail.

Ce mouvement grandit avec d'autant plus de force que les dirigeants politiques et patronaux n'apportent aucune réponse qui permettrait de sortir de la crise et, en famille, recherchent toutes les solutions pour défendre les intérêts de leur camp : celui du Capital.

Depuis quelques semaines, le débat politique qui est mis en pâture dans les médias sur les rémunérations des patrons n'est en fait qu'un leurre pour gérer la colère publique. Celui-ci vise à masquer le fait que la crise est une crise d'un système, celui du capitalisme, ses dogmes, son mode de production et son but : le profit et les dividendes versés aux actionnaires prélevés sur l'essentiel de la valeur ajoutée issue du travail humain.

De son côté, le G20, malgré une tentative de camouflage médiatique et politicienne, vient de confirmer sont attachement à ce capitalisme destructeur dont la synthèse pourrait être : « on continue et on accélère ! ».

Pourtant, le bilan de cette logique du « libre échangisme tout azimut » (mondialisation), engagée depuis les années 80, et accentuée lors de la décennie suivante, au nom de la « fin de l'Histoire », a été dramatique pour tous les peuples de la planète et n'a pas fini de l'être.

Dans notre pays, la main mise du Capital sur les richesses créées s'est fortement accentuée pendant plus de 25 ans. La déflation salariale, les privatisations du patrimoine productif national, la dérégulation, la déréglementation, ont permis de transférer 10% du PIB du Travail vers le Capital. Ce transfert de richesses, a gonflé démesurément les dividendes versés aux actionnaires et, plus encore, a développé les rendements des placements financiers qui se sont avérés destructeurs.

Aujourd'hui, face au désastre, il est juste de dire que *« la finance a fonctionné comme une trappe à valeur ajoutée [1]* ».

Sur le plan politique, les gouvernements successifs, formatés, ont tous joué la partition de la « libre circulation des capitaux » et de la finance libéralisée. L'Union Européenne, ses traités, font parties des outils politiques mis en place pour atteindre les objectifs du Capital. Tous ces dirigeants sont discrédités.
Dès lors, fortes de cette absolution politique, malgré la crise actuelle, les entreprises du CAC 40 ont, encore, versé en 2008 54,2 milliards d'euros à leurs actionnaires. Il faut ajouter que ces pratiques ont aussi fonctionné dans les PME, puisqu'en 15 ans les dividendes versées aux actionnaires ont doublé. Ceci étant, beaucoup de ces entreprises ont été lessivées récemment.

Copyright © Le Vénissian

Dans le même temps, Les actionnaires des grandes entreprises, pour continuer de s'enrichir, attendent que le gouvernement Sarkozy « socialise leurs pertes », par un sauvetage organisé aux frais des salariés, de l'appareil productif et du contribuable. Le Président s'y emploie mais le « bateau est ivre ».

C'est pourquoi ce document militant abordera 4 questions :

- Le coût du Capital sur l'économie nationale et la société française,
- La nécessaire démolition des arguments du Capital,
- Un autre partage de la richesse créée : Asphyxier les dividendes...,
- La conquête de la souveraineté populaire et celles du Travail pour briser les outils politiques du Capital.

Le coût du Capital a déstabilisé l'économie nationale et la société française.

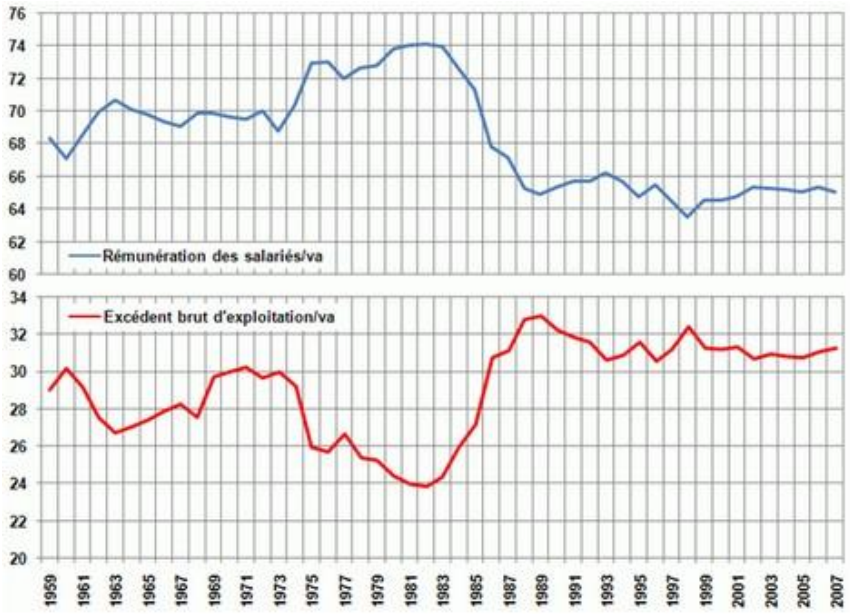
A l'expérience, la « logique » du Capital, a imposé des contraintes massives à toute la société. Pour le patronat, seul est valorisable le travail dédié au Capital, le travail qui produit du Capital. Une autre contrainte, s'appuie sur le fait que le droit de propriété lucrative (la propriété privée) est garanti constitutionnellement ; ce droit permet au Capital de prélever des profits sur la valeur produite par le Travail dans l'entreprise [2]

A ce jour, face au désastre, seuls le Travail, en s'appuyant sur la souveraineté nationale retrouvée, peuvent relancer « la machine » et imposer une autre répartition des richesses. Mais quel est l'état des lieux ?

De la « déflation salariale »...

Pendant plus de deux décennies la période a été caractérisée par une prédation presque totale sur les gains de productivité des profits au détriment des salaires.

Ces transferts des richesses créées par le Travail vers le Capital, se sont accélérés dès 1983 sous les Présidences Mitterrand en France et sous les gouvernances Thatcher-Reagan sur le plan international. Ils correspondent, comme cela été écrit plus haut, aux périodes fortement marquées par les privatisations, le blocage des salaires, la dérégulation (mondialisation du secteur bancaire), la déréglementation (énergie, transports, télécommunications,...).



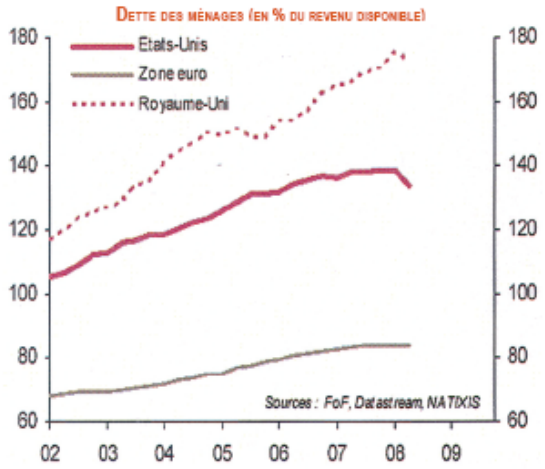
Le « Partage » de la valeur ajoutée en France entre salaires et profits avant impôts (en %) Source : INSEE 2008

Entre 1997 et 2007, la part des bénéfices distribués aux actionnaires dans les entreprises est passée de 34,2% à 44,5% (en excluant l'intéressement). La part consacrée à l'autofinancement s'est contractée logiquement de 64,5% en 1997 à 54,8% en 2007.

De l'augmentation de l'endettement populaire....

Dans les pays développés, on a vu que cette volonté prédatrice du Capital ne pouvait maintenir une croissance raisonnable pour écouler ses productions (au-dessus de 2,5%) qu'au prix d'un endettement constant des ménages. Ce diktat actionnarial s'est traduit dans toutes les politiques des gouvernements successifs, en France et ailleurs, sans état d'âme au nom d'une « logique » mondialisée.

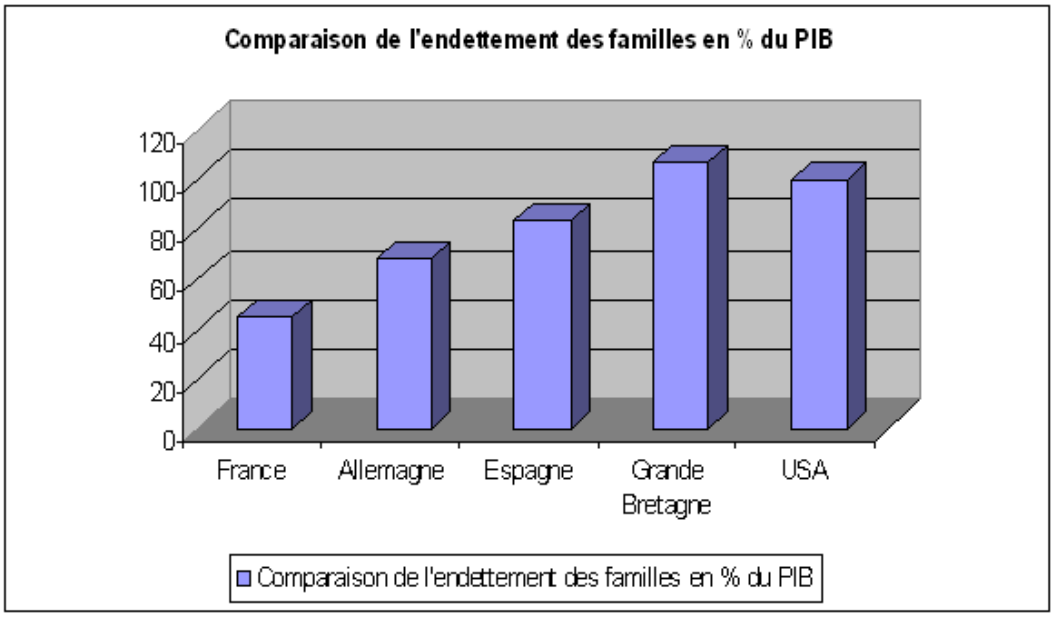
En fait, *« les pays qui ont adopté ce modèle, que ce soit les Etats-Unis ou leurs clones européens ont atteint les limites absolues du modèle, ce qui explique la violence de la crise [3]* »



A ce sujet, le « modèle social français » issu des décisions du Conseil National de la Résistance et de son Histoire sociale (sécurité sociale, système de retraite, services publics,...) tant décrié par nos responsables politiques nationaux et autres « formateurs d'opinion » qu'ils soient économistes ou agents des médias, a réduit, pour un temps, dans notre pays, la violence faite à ceux qui ont tout perdu.

Cette violence est particulièrement forte pour les peuples Anglos - saxons (USA, Grande Bretagne) mais aussi en Irlande et en Espagne..... dont le système de santé, de retraite, reposaient sur des fonds de pensions et assurances boursières.

Copyright © Le Vénissian



De l'endettement des entreprises....

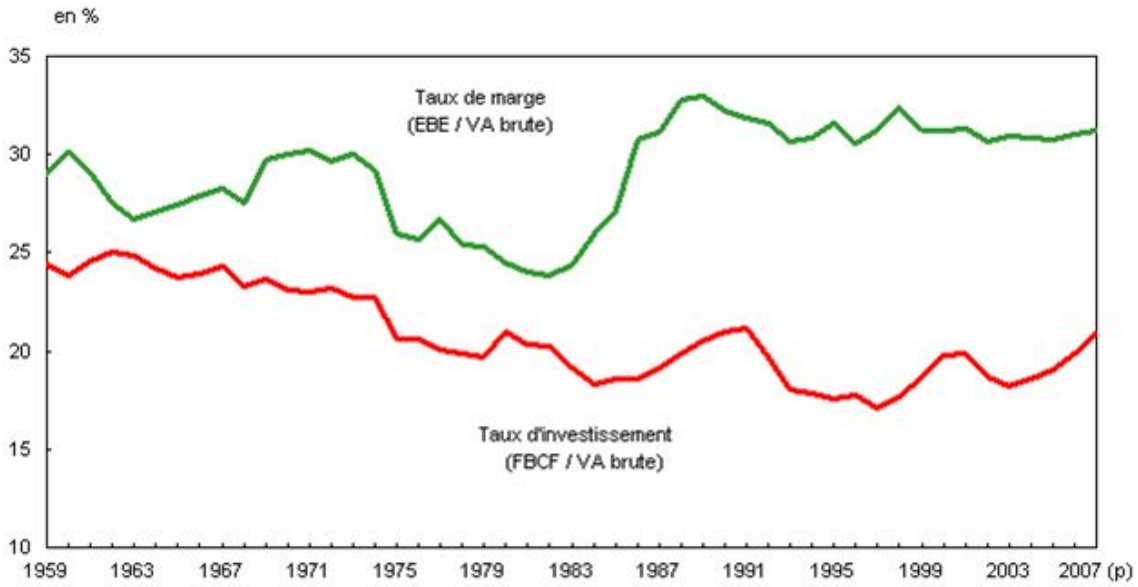
Les dirigeants des entreprises, motivés (stocks options, jetons de présence dans divers conseils d'administration) ont choyé leurs actionnaires souvent au détriment des investissements, comme le confirme le tableau ci-dessous.
Les entreprises ont dû recourir à plus d'endettement pour réaliser ces investissements, parfois pour payer les actionnaires quitte à s'engager aussi dans la surproduction.

Aujourd'hui, les grandes entreprises pour avoir ignoré les besoins sociaux, les réalités économiques, mais aussi les défis environnementaux de la planète, lâchent, après les avoir pillés, des milliers de fournisseurs et sous traitants qui sont dans l'incapacité de poursuivre leur activité.

De fait, la vieille formule d'un Chancelier allemand selon laquelle « les profits d'aujourd'hui feront les investissements de demain et les emplois d'après demain..... », ne s'est, bien évidemment, pas confirmée.

Copyright © Le Vénissian

Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières



p : données provisoires.
Champ : sociétés non financières, hors entreprises individuelles ; France métropolitaine et DOM.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Face à la blague présidentielle affirmant qu'il faut « punir les coupables » pour « moraliser la finance », il est préférable de retenir les écrits d'un ancien expert économique du Medef.

En effet, J.L. Gréau, concernant les mécanismes financiers de la logique capitaliste (les fonds d'investissements spéculatifs du type « Hedge Funds » et autres), tient à préciser :

« Ces fonds sont désormais vilipendés. On les accuse de ne se prêter au rôle d'actionnaire que dans le seul dessein d'extorquer les plus hauts rendements possibles avant d'abandonner des entreprises qu'ils ont rendues exsangues. Il est vrai.

Toutefois, l'obligation faite aux entreprises d'acquitter les intérêts liés aux emprunts qui ont servi à les racheter et, simultanément, de dégager les profits qui assureront la réussite financière finale de l'opération, ne peut le plus souvent être remplie que si on fait le sacrifice partiel ou total des dépenses d'avenir : investissements nets, recherche-développement, qualification du personnel.

Quand les fonds se retirent du capital, ils laissent sur le champ de la bataille économique des sortes d'épaves, incapables de reprendre un cours normal de développement. Aperçu sous cet autre angle, le capital entrepreneurial se mue en capital prédateur. [4] »

De l'augmentation de la dette publique pour les uns... à la rente pour les autres

Dans ce domaine, depuis des années, le discours alarmiste sur la Dette visant à réduire massivement les dépenses publiques (enseignement, santé, services techniques de l'Etat,...), et ce, pour éviter que la charge de la dette se porte sur les générations futures. Cet argument masque une réalité sordide où la responsabilité de tous les

gouvernements est totale.

En effet, L'économiste Michel Husson, dans un article du Monde Diplomatique, apporte un éclairage utile à ce sujet :

« La montée de la dette de l'Etat n'est pas le résultat d'une croissance immodérée des dépenses (à l'exception des intérêts sur cette dette). Elle découle du choix consistant à faire payer de moins en moins d'impôts à une couche sociale (NDLR : et des entreprises) auprès de laquelle il faut ensuite s'endetter à des taux d'intérêt prohibitifs (et non révisables).

Si cette analyse est correcte, elle permet d'abord de mieux comprendre la nature sociale du déficit, qui est l'instrument d'un transfert de ressources de la masse des contribuables vers ceux qui bénéficient le plus de baisses d'impôts trop rapides....

En réalité, le transfert ne se fait pas entre générations, mais entre couches sociales : ce sont les contribuables d'aujourd'hui (et pas les générations futures) qui paient les rentes d'Etat versées aujourd'hui à ceux qui en bénéficient (NDLR : le Capital).....On commence par baisser les impôts (pour les plus riches) et à engendrer ainsi un déficit chronique ».

Il faut ajouter que les dernières décisions du gouvernement en faveur des banques et du patronat par des injections de fonds publics n'infirment en rien ces analyses, bien au contraire.

Enfin, au regard de toutes ces contraintes, aux différents coûts que le Capital fait supporter aux peuples, il faudra aussi analyser le coût que représente le système capitaliste concernant la destruction des équilibres de la nature, le saccage du continent africain principalement mais aussi de celui de nombreux autres pays.

Le monde qui vient : en finir avec les arguments du Capital

La crise actuelle a remis en lumière, dans le cadre de l'antagonisme Capital/Travail, l'état de l'affrontement idéologique qui depuis des années avait tourné à l'avantage du capitalisme.

Hier, les « spécialistes en économie » médiatisés, le verbe fort et docte, martelaient le cerveau des travailleurs sur les bienfaits du « libre échange » et de la nécessité pour les salariés de courber l'échine. Aujourd'hui, rattrapés par le réel, ils balbutient, rament ou se taisent. Enfin.

Jacques Sapir, économiste, directeur d'études à l'EHESS n'est pas trop sévère lorsqu'il écrit :

« En prostituant ainsi leur discipline, que ce soit pour les ors du Pouvoir ou pour l'or tout court, certains économistes ont commis un double forfait moral. D'abord contre la démocratie, en tentant de présenter un mythe aux conséquences sociales ravageuses comme une vérité scientifique, comme une « évidence » indiscutable. Ensuite contre l'idée même de recherche, en discréditant aux yeux de beaucoup la légitimité d'une véritable étude scientifique de l'économie. »

La bataille pour un autre partage de la valeur ajoutée est engagée.

Copyright © Le Vénissian

Dans un sondage en 2009, 70% du peuple de France réaffirme que le système capitaliste n'est pas le meilleur système économique (+4% par rapport à 2005). Il s'agit là d'une donnée positive.

Pour autant, la bataille sera dure car le Capital, s'appuyant sur les forces politiques diversifiées lui ayant fait allégeance, n'hésitera pas à brouiller les cartes, par tous les moyens pour défendre ses intérêts.

Aujourd'hui, les dirigeants du pays rabâchent dans les médias que face à la crise, qui serait, selon eux, une catastrophe naturelle, nous serions, salariés, banquiers, actionnaires, dirigeants, tous « dans le même bateau ».

A la proue du navire, Mme Laurence Parisot, patronne des patrons, mène ce combat idéologique et fait de la politique. Elle ne va pas ménager sa peine pour étouffer les aspirations populaires qui risqueraient de mettre en cause la prédation du Capital sur les fruits du Travail. Elle peut compter sur tous les rouages institutionnels et le chef de l'Etat.

C'est pourquoi, l'activité militante engagée par le Travail doit démanteler, jour après jour, tous les arguments du Medef et ses représentants élyséens.

1er argument : de la création de richesse....

Dans le vieux débat qui consiste à savoir qui crée la valeur, la voix patronale était devenue prépondérante depuis plusieurs décennies, y compris parmi le monde du travail.

Or, le désastre financier, économique et social engendré par le système capitaliste interpelle, de nouveau, les peuples.

L'exemple des soi-disant milliards partis « en fumée », ces derniers mois, embrouillent les consciences pour mieux faire payer la crise aux travailleurs (licenciements, chômage partiel, réductions massives des moyens dans les services publics,...).

Heureusement, les éléments développés par J.M Harribey, économiste à l'Université de Bordeaux, confondent les « prestidigitateurs » :
« La leçon théorique de la crise est que la finance fétiche, croyant planer éternellement au-dessus de la réalité, a été rattrapée par la loi de la valeur : les plus-values boursières ne sont durables que tant que la plus-value réelle produite par la force de travail augmente. Or même l'exploitation de la force de travail a une limite : si la part des salaires a baissé dans la richesse produite un peu partout dans le monde, la 25ème heure pour « travailler plus » n'a pas encore été trouvée. Et cette contrainte est d'autant plus forte que les salaires ne suivent pas la richesse produite.

Mais si la fiction d'un capital s'auto-valorisant « en dormant » se perpétue dans les esprits et se prolonge à travers le mythe de l'« évanouissement », c'est parce que, dans l'imaginaire bourgeois dont Balzac avait fait ses délices, le capital est fécond en lui-même. Or aucune richesse n'étant créée en Bourse, aucune ne s'y évanouit.

En revanche, la richesse qui risque d'être détruite est ailleurs : ce sera celle qui sera condamnée par la contraction de la production, à cause de la restructuration de la sphère financière consécutive à la crise qui a frappé celle-ci. »

Il faut imposer cette réalité dans la conscience populaire, la finance ne peut par elle-même créer de la valeur ajoutée puisqu'elle ne fabrique rien, ni biens ni services.

Copyright © Le Vénissian

De fait, les titres financiers (actions, obligations,...) ne sont pas du capital réel mais des droits de tirage sur la valeur créée et un moyen de concentration du Capital.

L'impressionnante grève générale de 44 jours des travailleurs guadeloupéens confirme cette vérité : il ne s'est créé aucune valeur ajoutée durant cette période dans l'île.

Rêvons ensemble, que vont créer le Capital et la Finance si la France du Travail s'arrête ?

Enfin, lorsque Le Figaro pleure sur le suicide de quelques financiers qui ont cru s'enrichir durablement sur l'endettement populaire, avant la chute, ne cherche-t-il pas à ressusciter le vieil adage bourgeois : salauds de pauvres ? !!

2ème argument : de l'importance de la propriété....

A ce sujet, il faut préciser que le Capital surfe sur un mélange des genres car il ne faut pas confondre le droit de propriété lucrative à celui du droit de propriété d'usage (comme le fait d'être propriétaire d'une voiture ou d'une maison dont on consomme l'usage) : les deux n'ont rien à voir l'un avec l'autre.

Or, en plein désastre socio-économico-financier actuel, face au dégoût ressenti par des millions de travailleurs à l'annonce des dividendes distribués aux actionnaires des entreprises du CAC 40, au moment où pleuvent les plans de licenciements, la présidente du Medef tient à rappeler que :

« Les profits distribuables se décomposent en deux : en dividendes qui doivent être versés à l'actionnaire, et en autofinancement qui sert soit à l'investissement, soit pour renforcer les fonds propres. Et seul l'actionnaire peut décider du montant des dividendes car cela relève de son droit de propriété. »

Alors, vérité ou escroquerie ?

Cette question majeure, le monde du Travail doit se l'approprier rapidement pour imposer sa place dans notre société.

Mais il faut bien avouer que depuis 30 ans les porteurs d'eau du Capital, partis politiques, médias et économistes élyséens ont fait baisser la garde aux salariés et à leurs organisations syndicales.

Ceci étant, la période actuelle remet à jour les analyses de Karl Marx qui, à ce sujet, écrivait :

« La propriété personnelle, fruit du travail et du mérite ! Veut-on parler de cette forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise qu'est la propriété du petit bourgeois, du petit paysan ?....

Ou bien veut-on parler de la propriété privée d'aujourd'hui, de la propriété bourgeoise ? Mais est-ce que le travail salarié, le travail du prolétaire crée pour lui de la propriété ? Nullement. Il crée le capital, c'est-à-dire la propriété qui exploite le travail salarié, et qui ne peut s'accroître qu'à la condition de produire encore et encore du travail salarié, afin de l'exploiter de nouveau. Dans sa forme présente, la propriété se meut entre ces deux termes antinomiques ; le Capital et le Travail.

Copyright © Le Vénissian

Examinons les deux termes de cette antinomie.

Etre capitaliste, c'est occuper non seulement une position purement personnelle, mais encore une position sociale dans la production. Le capital est un produit collectif : il ne peut être mis en mouvement que par l'activité en commun de beaucoup d'individus, et même, en dernière analyse, que par l'activité en commun de tous les individus, de toute la société.

Le capital n'est donc pas une puissance personnelle ; c'est une puissance sociale.... »

Karl Marx- Le Manifeste.

Au regard de l'histoire industrielle, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'en terme de propriété, la richesse produite par le Travail, devrait désigner les salariés comme seuls propriétaires.... Les investissements, profits, prêts ont été largement payés.

Il y a des conquêtes idéologiques à faire rapidement au moment où le patronat annonce des fermetures d'entreprises et des licenciements...

3ème argument : de la compétitivité pour exister..... à la baisse du « coût » du travail

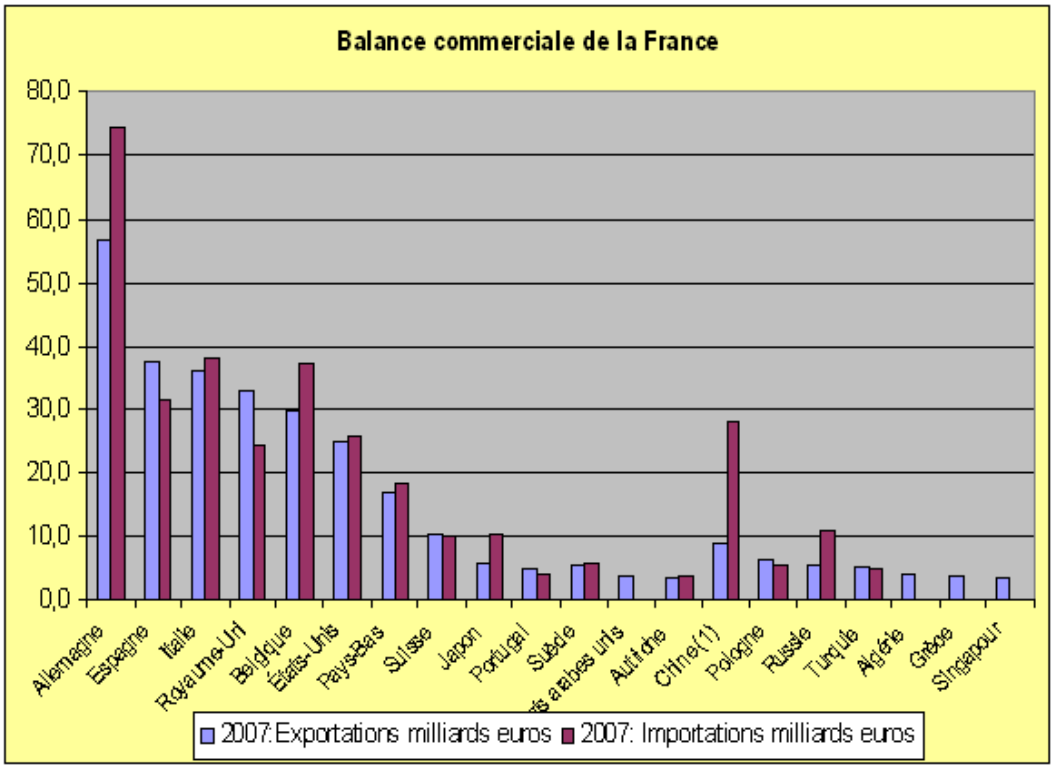
Depuis des années, selon nos économistes et politiques « libéraux », les travailleurs de France, devaient devenir chinois, indiens, roumains, et rivaux, pour que nos entreprises survivent et soient compétitives dans une guerre économique nationale et mondiale.

Ce chantage aux délocalisations d'entreprises a permis une politique de bas salaires et de sa part socialisée.

Or, l'émergence de solutions pour le Travail implique de ne retenir que le réel pour échapper aux dogmes du Capital.

Tout d'abord, un examen attentif des chiffres de la balance commerciale de notre pays (importations-exportations) met en évidence que 90% des échanges de la France s'opèrent avec des pays ayant un niveau de vie semblable ou proche de celui de notre hexagone (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, USA, Pays-Bas, Belgique, Espagne, Suisse, Japon....). C'est un fait.

Copyright © Le Vénissian



De plus, si en 2007, la part de ce qui est produit en France ne couvre plus que 57% (75% en 1995) de la consommation nationale, la faute n'incombe en rien à la part salariale mais bel et bien aux choix stratégiques du patronat, des actionnaires, de leurs placements financiers dans le cadre d'une « concurrence fiscale et sociale » accrue.

L'appareil productif détruit est le résultat d'une logique « libre-échangiste », basée sur une rentabilité à court terme et l'abandon d'une volonté d'une production nationale forte. Dès lors, l'argument de la compétitivité n'est rien d'autre qu'un écran de fumée.

Enfin, lorsque le débat dans la société exige une répartition plus juste de la valeur ajoutée (salaires, emplois, conditions de travail), la patronne du Medef agite systématiquement le « chiffon rouge » pour la survie des entreprises.

Or, la nébuleuse soigneusement entretenue par le patronat concernant la réalité des entreprises de notre pays vise à faire baisser la tête au monde du travail et aux organisations syndicales (taux de syndicalisation...).

C'est pourquoi, il est utile d'apporter quelques précisions sur la structure et l'organisation des entreprises en France et de leur évolution pour y voir clair.

Pour rappel, sur les 2,9 millions d'entreprises en 2008, 50% sont constituées d'1 personne, 1,1 million d'entreprises ont moins de 10 salariés. Il ne reste que 230 000 entreprises qui ont de 10 à 499 salariés et 1620 qui dépassent les 500 salariés.

Nombre d'entreprises (INSEE)	Nombre de salariés	unités	en %
1 pers et aucun salarié	1 661 477	55,89.	

De 1 à 9 salariés	1 077 060	36,24.
De 10 à 499 salariés	232 641	7,81.
500 et plus	1 620	0,05.
Total	2 972 798	100

Suite à cela, il faut surtout retenir que l'évolution en 10 ans du nombre de PME contrôlées par des groupes est passée de 21% à 71%, par un renforcement constant de la concentration du Capital.

Il en découle que les groupes, en France, contrôlent 56,5% de l'emploi du secteur « privé », et produisent plus de 60 % de la valeur ajoutée, concentrent près des 3/4 du patrimoine (équipements et outils de production) et possèdent 87 % des capitaux propres.

Copyright © Le Vénissian

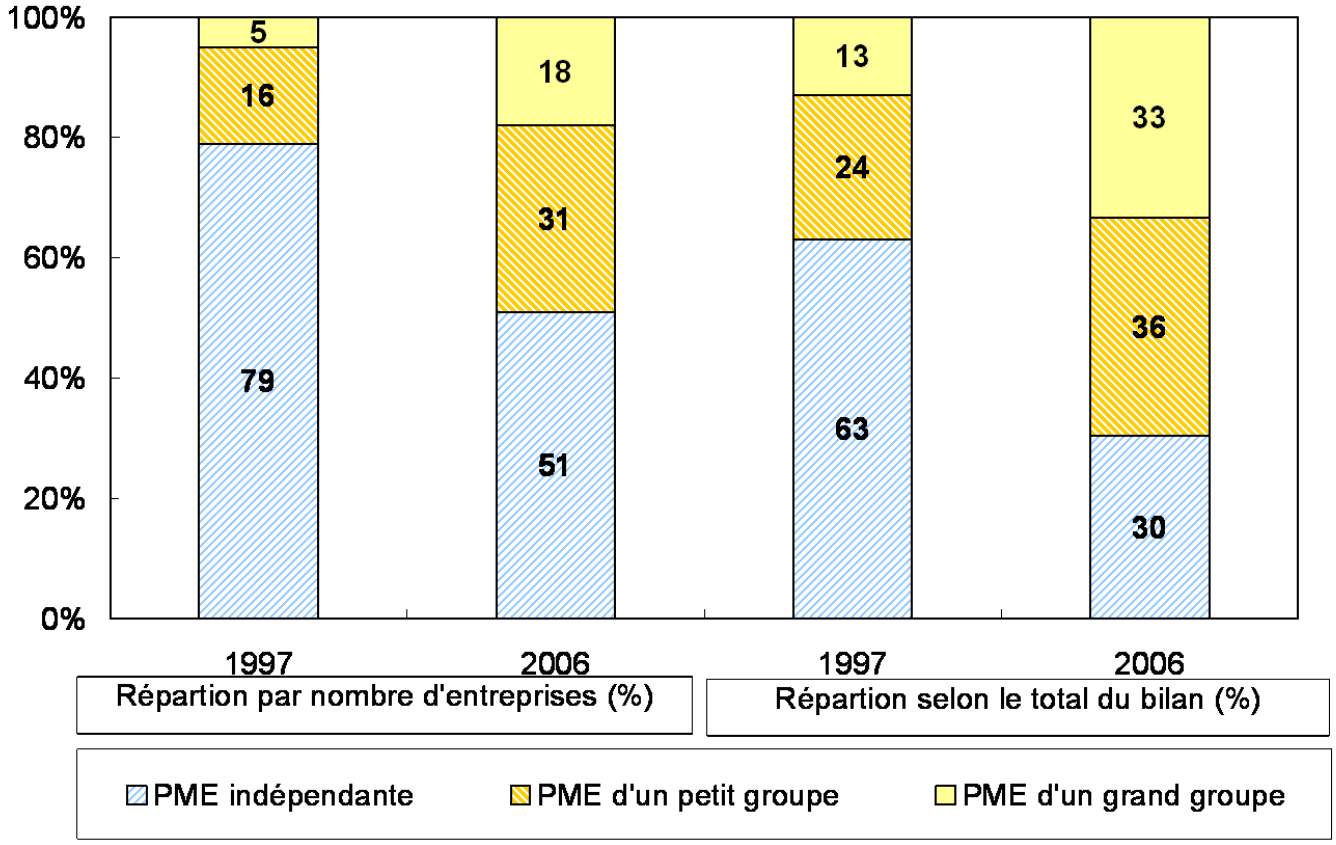


Tableau : Evolution des PME contrôlées par les groupes (en %) Source : INSEE 2007

Enfin, les 84 grands groupes historiques, ceux qui comptent plus de 10 000 personnes, représentent et emploient, directement ou indirectement, à eux seuls, plus de 28% de la main-d'oeuvre nationale, 42% du chiffre d'affaire total réalisé par les entreprises françaises et 47% des profits obtenus sur le territoire.

Aujourd'hui, subissant la loi des grands groupes (les actionnaires), face à la crise, ce sont des milliers d'entreprises, dépendantes et fragilisées qui sont en péril (carnets de commandes).

Ces précisions sont nécessaires pour que les travailleurs concentrent leurs forces sur les adversaires prioritaires. Ils n'ont pas 2,9 millions patrons à combattre.

Les salariés, peuvent cibler, pour assurer les besoins populaires, la protection de l'outil de production et la nécessaire relance économique, les 500 groupes privés (et publics), donneurs d'ordres, leurs actionnaires, où se concentre la plus forte part dans la valeur ajoutée nationale. Ils sont tous membres du MEDEF à Paris.

De fait, ces groupes possèdent « le carburant » nécessaire pour relancer, par le salaire et l'investissement utile, le moteur collectif économique et social national. Il en va de l'avenir des filiales sous traitantes, qui pourraient ensuite s'engager dans cette voie.

L'avenir de la Société : Asphyxier les dividendes...

Provocation ? Non, il s'agit d'une nécessité planétaire.

Copyright © Le Vénissian

Tout cela doit nous amener à lutter pour la conquête d'une nouvelle répartition de la valeur ajoutée vers l'ensemble de la Société :

- la diminution drastique des dividendes par l'augmentation des salaires et sa part socialisée (assurance maladie, système de retraite par répartition,...) mais aussi par des investissements indispensables et durables,
- le développement des services publics et des renationalisations nécessaires.

L'efficacité exige de donner raison aux aspirations de ceux qui créent toutes les richesses, à les protéger mais aussi à ce qu'ils acquièrent un autre Pouvoir dans l'appareil économique, social, politique et institutionnel.

1. La relance par les salaires

Répétons-le, le salaire - et sa part socialisée (en France) - est le prix de la force du travail. C'est ce travail qui crée toute la richesse. Le salaire doit donc être le vecteur du développement d'une société moderne et équitable. Nous devons arracher au gouvernement la décision d'une augmentation du Salaire Minimum, servant de base à une augmentation générale dans la cadre des conventions collectives de toutes les branches professionnelles et des statuts du personnel des entreprises publiques. Ainsi les grandes entreprises paieront et entraîneront la généralisation du mouvement dans toutes les entreprises.

A l'expérience, de la hauteur du salaire dépend le niveau social d'un pays et tout ce qui est indispensable pour vivre dignement.

L'augmentation des salaires et l'accroissement de sa part dans la valeur ajoutée contribue à la croissance économique et sociale (consommation, production, protection sociale, désendettement des familles et l'emploi) et ce, pour répondre aux besoins sociaux contemporains.

Enfin, le salaire irrigue, par les impôts et taxes diverses, le budget de l'Etat utilisé (normalement) pour financer les services publics, les infrastructures, l'éducation, la Santé publique, l'énergie, les transports, etc....

Au moment où les banques de dépôts recherchent de la liquidité pour fonctionner, ces apports supplémentaires issus de l'augmentation des salaires ne seraient-ils pas utiles, sachant que chaque salarié est tenu d'avoir un compte en banque ?

En parallèle, à cette démarche, une autre bataille politique est indispensable pour préserver la production nationale (cf. point 4) de la logique « libre-échangiste » contre le dumping social pratiqué dans les pays où le Capital (national et étranger) impose une exploitation accrue avec des prix de main-d'oeuvre et des conditions de travail inacceptables relevant de la survie.

2. La relance par des investissements indispensables pour faire face aux enjeux actuels

Actuellement, en pleine crise systémique du capitalisme, le patronat, contre vents et marées, poursuit sa logique destructrice pour maintenir coûte que coûte les dividendes à verser aux actionnaires.

La part des investissements dans les entreprises a été contractée au mépris de toute réalité, interdisant par là même de relever les défis à venir et de répondre :

- aux besoins sociaux contemporains,
- aux enjeux environnementaux,
- au défi de l'éradication des famines, de la misère
- à la nécessité de la préservation des ressources,

Copyright © Le Vénissian

mais aussi aux exigences en matière de solidarité envers les peuples démunis, privés des droits fondamentaux (santé, alimentation, eau, éducation, ...).

Jusqu'à ce jour, les Etats (gouvernements), serviles, ont baissé la tête. Or, les solutions ne peuvent rester dans les cartons des salons feutrés des entreprises et des ministères. Sur toutes ces questions, il y a du monde (salariés, syndicats, chercheurs, militants politiques) pour faire prévaloir d'autres choix.

Ils doivent se retrouver et se rassembler. L'expérience du Conseil National de la Résistance et de son programme fortement anticapitaliste est à réexplorer, et pourquoi pas à revivifier.

Création de valeur utile, énergie, transports, ressources, réappropriations industrielles, productions alimentaires, besoins humains - autant de questions majeures qui peuvent pousser le Capital dans l'isolement.

3. Des services publics et des nationalisations démocratiques

En liaison avec ce qui est écrit plus haut, le temps est venu de relancer l'action pour la renationalisation (dé-privatisation) de nombreux secteurs d'activités dans notre pays.

Nationalisation (socialisation), le mot est lâché. Cette notion qui recouvre une réalité diversifiée des différentes composantes, comportant les services publics (dont l'activité ne se limite pas à des services), des activités de réseaux, des entreprises industrielles, des banques et assurances,..., doit être remise à jour [5].

En premier lieu, par une reconquête idéologique dans les débats politiques et syndicaux concernant nos entreprises publiques, privatisées ou en phase de l'être, qui appartiennent au patrimoine national et que l'on voit apparaître parmi les champions du CAC 40 avec des versements colossaux aux nouveaux actionnaires.

Ainsi, France Télécom par exemple (dont l'Etat est « actionnaire » à hauteur de 27%), a réalisé 6,3 milliards d'euros de bénéfices et en a versé 3,1 milliards aux actionnaires et un maigre pécule aux salariés. Idem pour EDF avec 4,4 milliards de bénéfice dont 2,4 versés aux actionnaires, et GDF, 6,8 milliards de bénéfice et 6,3 attribués aux rentiers. Ces deux dernières entreprises ne proposant que 0,3% d'augmentation en 2009. La lutte des gaziers et électriciens, depuis la fin mars, en est d'autant plus légitimée.

Depuis leur privatisation, ces entreprises se comportent comme des multinationales prédatrices et sont devenues le fer de lance du dynamitage des fondements nationaux car ce sont les gains de productivité faits sur le dos des salariés et des usagers qui ont permis de dégager les liquidités pour les acquisitions externes dans les pays européens.

Dans ce cas présent, ces renationalisations (dé-privatisation, socialisation), ne doivent pas reprendre la forme de l'étatisation antérieure.

Si les pouvoirs publics doivent être présents, à l'expérience, ces nouvelles nationalisations « pour ne pas être confisquées par les élites technocrates, doivent être dirigées et contrôlées par les salariés et la Collectivité, sachant que nous sommes alternativement l'un et l'autre. Le temps est venu de mettre à jour le principe d'une société où l'auto-organisation l'emporte à tous les niveaux de la vie sociale, dans toutes les formes de rapports sociaux et dans les Institutions 4.

Copyright © Le Vénissian

Mais aussi, dans les secteurs industriels structurants et interdépendants (producteurs- clients) où le Capital, adepte de la mondialisation, tente de liquider l'outil productif et l'emploi, et ce, uniquement pour assurer les marges de profits malgré la crise.

De fait, pour ne prendre qu'un exemple, celui de la production de l'acier et de l'automobile. Il n'est plus possible de laisser ces patronats poursuivent leur logique prédatrice mondialisée au mépris des résultats qu'elle engendre : drames humains, catastrophes économiques, déstructurations régionales,....

Au nom de la baisse de la production automobile et du bâtiment, Mittal- Sacilor qui annonce de jolis profits en 2008 (il a multiplié son bénéfice par 1,5 sur les neuf premiers mois de l'année), met en danger les haut-fourneaux, aciéries, sites sidérurgiques et des milliers de travailleurs (Gandrange, Florange, Dunkerque et de Fos sur mer).

De leur côté, PSA et Renault, du fait de la baisse des commandes de véhicules et du coût élevé des métaux, font de même.

Le débat national doit avoir lieu. Les travailleurs de ces secteurs, leurs syndicats, les pouvoirs publics (Etat, Région, Département, Communes) peuvent reprendre ces entreprises à l'euro symbolique, protéger l'outil productif (éviter les déménagements et la casse), sous contrôle public et celui des salariés.

Si le Capital porte la responsabilité et la culpabilité de la crise, les moyens d'en sortir passeront par le Travail et La Collectivité pour assurer la relance progressive de l'activité de ces secteurs industriels. Disons-le tout net, que Mittal et sa famille s'en aillent. Ils n'ont aucune valeur, aucune utilité.

Il en va de même pour le secteur bancaire où une socialisation du crédit est devenue indispensable. *« L'idée d'un contrôle public mais qui ne serait pas directement étatique, un contrôle public d'une autre nature, lato sensu pour ainsi dire. Tel est le troisième point de cette esquisse de cahier des charges qui envisage pour les banques un contrôle public local par les parties prenantes : salariés, entreprises, associations, collectivités locales, représentants locaux de l'Etat, etc. [6] »*

4. Chaque peuple doit pouvoir échanger, coopérer et se faire respecter

Comme l'écrivait l'ancien prix Nobel de littérature José Sarramago en termes clairs :

« Les peuples n'ont pas élu leurs gouvernements pour que ceux-ci les « offrent » au marché. Mais le marché conditionne les gouvernements pour que ceux-ci leur « offrent » leurs peuples ».

La faillite du capitalisme, ses exigences « libre-échangistes », font de nouveau émerger le réel, celui des nations, des peuples, leur histoire, leurs conquêtes et législations sociales et leur mode de vie.

Emergent aussi, d'autres analyses économiques jusqu'alors étouffées (retour de la souveraineté nationale, droits de douanes, contrôles des changes, politiques monétaires, nouvel ordre économique mondial,...) qui méritent débats politiques et appropriation populaire.

Le temps où le capitalisme disait « laissez nous faire, on s'occupe de tout ! », doit cesser.

Pour progresser, chaque peuple doit pouvoir se protéger des tentatives « mondialistes » du capitalisme et coopérer au

Copyright © Le Vénissian

niveau international, de nation à nation, entre peuples « riches » et « pauvres », mais aussi dans les zones géographiques où les pays ont les mêmes niveaux de développement, par des décisions et coopérations mutuellement avantageuses.

Après tout, les dirigeants politiques dans chaque pays, ont été élus (à priori) pour cela. Cependant, cela nécessite de mener des batailles importantes pour qu'ils changent de politiques....

Dès lors, parce que personne ne peut prétendre imposer aux autres peuples les mêmes législations sociales et environnementales ; échanger, coopérer implique une détermination politique.

Certains appellent cela le protectionnisme, terme diabolisé par les économistes élyséens et les bobos parisiens, voire responsables du FMI.

Rien d'étonnant, car ce sont les mêmes économistes et dirigeants politiques qui hier vantaient la mondialisation et la concurrence, et qui aujourd'hui stigmatiseraient les tentatives de protections nationales si nos gouvernements l'envisageaient. Il ne s'agit pas d'un dogme mais d'une exigence face à la crise actuelle comme l'explique Jacques Sapir :

« Des mesures protectionnistes, qui permettent de moduler les échanges avec l'extérieur, à l'encontre de l'autarcie, qui vise au repli sur soi, s'imposent donc. C'est même la condition sine qua non de toute politique de revalorisation salariale qui rende les ménages solvables et permette d'accroître la demande. Augmenter les salaires sans toucher au libre-échange est soit une hypocrisie, soit une stupidité. Par ailleurs, seul le protectionnisme peut arrêter la spirale du moins-disant fiscal et du moins-disant social qui s'est instaurée aujourd'hui en Europe.... Le protectionnisme n'est pas une panacée â€" il n'en est aucune en économie â€", mais une condition nécessaire. [7] »

Un simple respect de la réalité ne devrait-il pas amener les dirigeants politiques de notre pays et des autres pays de l'Union Européenne à en rabattre sur le rejet de mesures de protection de leur peuple au nom de la « concurrence non distordue avec l'Estonie qui fixe à zéro son impôt sur les sociétés ? Avec la Roumanie où les employés de Renault-Dacia payés 300 euros par mois sont une sorte d'élite salariale ? Avec la Pologne qui refuse toute réglementation environnementale - et les coûts qui l'accompagnent ? Avec le Royaume-Uni qui dévalue subrepticement sa monnaie de 30% contre l'euro, et d'un claquement de doigts diminue d'autant ses prix d'export ? Avec le Luxembourg dont la transparence bancaire fait paraître limpide une flaque de pétrole ? [8] ».

Imposer la souveraineté populaire, celui du Travail pour briser les outils politiques du Capital

En clair, *« la crise que nous connaissons est analogue à un virus mutant. Issue d'une crise de la répartition de la richesse dans les pays développés [9]* » successivement bancaire, financière, de liquidité et enfin économique et sociale. Elle met en lumière, logiquement, celle de la crise politique.

De la tragédie de la 2ème guerre mondiale et de la défaite du nazisme, avait émergé l'immense espoir d'une société nouvelle dont les prémisses ont été portées par le Conseil National de la Résistance. Le besoin de changement de Société devait répondre aux besoins de souveraineté populaire.

Cette volonté a été, depuis des décennies, combattue par le Capital sans relâche. Celui-ci a repris possession du Pouvoir politique, social, dans les Institutions, pour finir par dominer le domaine des idées.

Copyright © Le Vénissian

Les choix du Président Sarkozy s'inscrivent dans cette volonté d'en finir avec ces acquis comme le précise un « idéologue » du patronat :
« Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là.
Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. [10] »

Or, cette volonté d'imposer définitivement le Pouvoir du système capitaliste sur toute la société va à l'encontre des positions du Travail comme le confirme tous les sondages généralement peu « révolutionnaires ».

Le rejet du capitalisme ne fait que croître : par catégories professionnelles, le rejet est net chez les professions intermédiaires (61,7 %), les employés (68,3 %) et les ouvriers (69,8 %) et encore fort chez les cadres (44,8 %). Les jeunes de 18 à 34 ans sont frontalement (60 %) opposés au système, presque autant que leurs aînés.

« Qui a le pouvoir dans l'entreprise ? » Les deux tiers répondent « les actionnaires », et les mêmes souhaitent que les salariés aient davantage de pouvoir (67 %) et soient associés au partage de la valeur (57 %).

Dès lors, les mobilisations politiques, syndicales devraient intégrer cette question majeure dans les combats actuels. Interrogeons-nous, entre autres, sur une avancée bien révolutionnaire de 1946, elle, trop vite abandonnée :
« Le comité d'entreprise a pour objet d'assurer une expression collective des salariés permettant la prise en compte permanente de leurs intérêts dans les décisions relatives à la gestion et à l'évolution économique et financière de l'entreprise, à l'organisation du travail, à la formation professionnelle et aux techniques de production ».

Article L. 431-4 du Code du Travail (alinéa 1) : mission des CE Ordonnance de 1946.

Il en va, de même, de la place des salariés, usagers, collectivités, parlementaires, pouvoirs publics dans les entreprises publiques et celles qui doivent être socialisées.

Ce combat doit faire la lumière sur le fait que nos Institutions générées par la Constitution actuelle de notre pays (mode électoral, pouvoirs inexistants sur l'outil productif, incapacité à assumer la question sociale, absence de l'exigence de la propriété collective des moyens de production,... [11]) visent un seul objectif : empêcher toute transformation de la Société où la place du Travail, la souveraineté populaire seraient les titres de chapitre d'une société nouvelle. En montrant les manques, nous pouvons mieux définir nos exigences politiques.

Dans l'immédiat, une bataille doit compléter ces luttes de longue haleine. Il faut faire la clarté sur le rôle de l'intégration européenne, au service exclusif du capital, et donc tailler des croupières à l'Union Européenne dans le cadre des élections au Parlement européen du 7 juin 2009.

Dans sa nature comme dans son action, le parlement européen est un des instruments de la domination du « libre-échangisme » prédateur au niveau mondial et sur les peuples de ce continent. Rappelons nous que le fondement de ce projet politique est « la libre circulation des capitaux (interdisant de fait toute intervention des gouvernements sur les multinationales intervenant sur leur territoire) et des personnes (légalisant les mouvements de main d'oeuvre

Copyright © Le Vénissian

se déplaçant là où est l'offre de travail et faisant ainsi baisser le prix de la force de travail).

Le Comité Valmy, dans son communiqué du 16 mars 2009 détaille clairement le rôle du Parlement dont nous sommes appelés à envoyer des représentants nationaux :
« D'une part, ne représentant aucun corps politique, car les peuples résident dans les nations et non dans une chimère bureaucratique, il n'a aucune légitimité démocratique, ne sert qu'à isoler encore un peu plus les citoyens des instances dirigeantes et à supprimer pour les peuples le droit à disposer d'eux-mêmes.

D'autre part, jamais en retard d'une résolution attaquant les droits sociaux ou l'indépendance des nations européennes, cette assemblée croupion est, malgré son fonctionnement ubuesque, un efficace rouage d'un système à vocation totalitaire [12] ».

Les grandes listes de candidats qui se présentent choisissent la voie de la soumission à cette logique D'autres le font à des fins politiciennes (élections nationales futures) ou financières (les rétributions attribuées sont de nature à dispenser toute organisation politique de leur dépendance vis-à-vis de leurs adhérents). Autre option, au nom du « prolétariat mondialisé », il nous est proposé une négation pure et simple de l'existence matérielle de la nation et ainsi nous interdire d'avoir un cadre d'exercice de notre souveraineté pour revendiquer et gagner.

La vraie question est là : Dans quel cadre de souveraineté politique avons-nous l'intention et la possibilité d'agir et de réellement intervenir ? Quand les luttes réclament augmentation générale des salaires, dont sa part socialisée (unique en Europe) et promotion des entreprises publiques nationalisées, quelle peut être la pertinence d'un parlement européen créé pour progressivement priver les gouvernements nationaux de leur autonomie de décisions ? Voter pour élire des représentants au parlement européen est contradictoire avec l'engagement des salariés dans le mouvement initié dans notre pays depuis le 29 janvier 2009 qui vise à obtenir du gouvernement Sarkozy/Fillon la satisfaction des revendications.

Dans l'impossibilité de présenter une liste de militants qui vise à réclamer explicitement la destruction de ce Parlement et la sortie de l'Union Européenne, véritable « prisons des peuples », il est indispensable de s'engager pour que nos concitoyens tournent le dos, volontairement, par une abstention massive, revendiquée, à cette élection.

« L'abstention ne s'oppose pas au civisme : les dirigeants euro-atlantistes et leurs complices nationaux ont suffisamment montré leur mépris de la souveraineté populaire en refusant à répétition le résultat des référendums pour qu'on puisse, en toute conscience, surmonter le chantage à la beauté et au respect du suffrage universel. En foi de quoi, comme, à la différence du vote blanc ou nul, la non-participation pure et simple est le seul acte comptabilisé dans les statistiques, nous n'irons pas voter ! 11 ».

C'est précisément notre attachement au suffrage universel qui nous pousse à refuser de donner une caution populaire à une consultation visant à désigner des représentants pour un parlement institué justement pour contrecarrer et mépriser ce suffrage universel dans les cadres nationaux.

Le désintérêt vis-à-vis de ce scrutin est manifeste. Si le taux d'abstention s'annonce déjà important, nul doute que son interprétation en sera galvaudée. ROUGES VIFS IDF la revendique comme point de départ pour sortir de l'Union Européenne et de l'Euro.

Quel que soit l'action de chacun, le Travail devra dans l'avenir proche porter ces exigences pour pouvoir se réapproprier la possibilité d'imposer une autre politique, conforme à ses intérêts, dans un cadre où la souveraineté du peuple pourra s'exprimer et être effective.

Copyright © Le Vénissian

Qu'importent les statistiques, le refus de vote militant, sous toutes ses formes, revendiqué en tant que tel, est la seule option présentée au Travail dans cette élection.

Dans le contexte politique actuel, ce sont surtout les luttes des salariés, dans toutes les entreprises, qui doivent être à l'ordre du jour. Leur coordination est une nécessité pour être efficaces et pour se nourrir mutuellement. C'est la priorité du moment. Perdre de vue cet objectif, c'est se condamner à une impuissance durable. Et le Capital, en crise, en profitera pour se refaire une santé et faire perdurer sa domination.

Luttes sur les revendications fondamentales (salaires et services publics) et refus de vote revendiqué d'un système institutionnel contraire aux intérêts de tous sont les fondements d'une nouvelle perspective pour que le Travail impose enfin sa juste reconnaissance sur ce qu'il apporte à toute la société. Avec l'objectif de se débarrasser de la domination du capitalisme.

---

[1] Jacques Sapir - Le monde qui vient - octobre 2008.

[2] Bernard Friot - Débat sur La notion de salaire socialisé, la question du financement des retraites - organisé par l'association « Rouges vifs » Ile de France - décembre 2007..

[3] Jacques Sapir - Le monde qui vient - octobre 2008.

[4] J.L Gréau - La trahison des économistes - septembre 2008.

[5] Introduction au débat sur le secteur public et nationalisé - janvier 2009 - organisé par l'association « Rouges vifs » Ile de France.

[6] Frédéric Lordon - Pour un système socialisé du crédit - janvier 2009.

[7] Jacques Sapir - Le retour du protectionnisme et la fureur de ses ennemis - avril 2009.

[8] Frédéric Lordon - La « menace protectionniste », ce concept vide de sens - février 2009.

[9] Jacques Sapir - Les racines de la crise financière - décembre 2008.

[10] Denis Kessler : ancien bras droit idéologique du baron Sellières, alors patron du MEDEF - dirige le journal patronal « Challenges ».

[11] Débat organisé par l'association « Rouges vifs » Ile de France avec Anicet Le Pors sur les Institutions - décembre 2008.

[12] Communique du Comité Valmy - Contre la prison des peuples : abstention populaire - mars 2009.

Copyright © Le Vénissian